

Étant donné que les greniers-élévateurs ont été loués à une compagnie américaine, la compagnie Bunge de New York, par le Conseil des ports nationaux, et ce avec le consentement du gouvernement, le ministre sait-il qu'une centaine d'employés de ces élévateurs ont été mis à pied tout récemment et entend-il prendre des mesures quelconques pour savoir quelles sont les raisons qui ont motivé un renvoi massif de la sorte?

L'hon. Jean Marchand (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, les greniers-élévateurs de Québec ont été transférés à la compagnie Bunge, en vertu du contrat qui a été signé. Nous avons confiance, et même une très grande confiance, que cela donnera lieu à une augmentation dans l'emploi dans les greniers-élévateurs.

Maintenant, il se produit une période de transition qui durera quelques semaines. Je crois qu'il est trop tôt pour répondre à la question de l'honorable député.

M. Caouette: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur.

Le ministre sait-il que certains employés qui avaient 14, 15 et même 20 ans de service ont été mis à pied, et peut-il nous dire si ceux-ci seront les premiers à être embauchés, advenant le cas où la compagnie déciderait d'augmenter le nombre des employés?

L'hon. M. Marchand: Monsieur l'Orateur, nous sommes intéressés au sort des employés. Probablement que d'ici quelques semaines, je pourrai donner une réponse plus précise à l'honorable député.

[Traduction]

LA SITUATION DES CHÔMEURS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Eric A. Winkler (Grey-Bruce): Monsieur l'Orateur, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures peut-il nous parler de notre demi-million de chômeurs et des solutions possibles.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Sous cette forme, la question n'est pas recevable.

L'HABITATION

L'OPPORTUNITÉ DE MESURES POUR REMÉDIER À LA PÉNURIE DE LOGEMENTS À TORONTO

A l'appel de l'ordre du jour.

M. A. D. Hales (Wellington-Sud): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au

ministre du Travail comptable à la Chambre des questions de logement. Étant donné la situation grave qu'entraîne la pénurie de logements, surtout à Toronto et dans les environs, où des familles doivent se loger dans des salles d'armes, le ministre peut-il dire à la Chambre quelles mesures sont prises pour pallier cette situation grave?

L'hon. J. R. Nicholson (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, j'espère faire une déclaration sur le logement au début de la nouvelle session. Je n'ai rien à dire aujourd'hui.

LA FONCTION PUBLIQUE

HAUSSE DES PENSIONS DES FONCTIONNAIRES RETRAITÉS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, en l'absence du premier ministre—j'imagine qu'il est allé à l'autre endroit—puis-je poser une question au président du Conseil du Trésor? Étant donné que le comité mixte spécial de la fonction publique du Canada recommande, dans le rapport qu'il a déposé ce matin, une hausse des pensions des fonctionnaires retraités, le gouvernement songe-t-il à agir à ce sujet au début de la nouvelle session?

L'hon. E. J. Benson (ministre du Revenu national et président du Conseil du Trésor): Monsieur l'Orateur, bien entendu, je n'ai pas encore lu le rapport, puisqu'il est l'œuvre du comité, mais je puis assurer à mon honorable ami que, comme d'habitude, le gouvernement accordera au rapport du comité toute la considération voulue.

QUESTION POSÉE AU CABINET

A l'appel de l'ordre du jour.

M. G. W. Baldwin (Peace-River): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre suppléant de la Justice. Vu la déclaration du premier ministre du Québec, le gouvernement ne reviserait-il pas...

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député ne pourrait-il poser sa question plus tard ou peut-être l'inscrire au *Feuilleton*.

M. Baldwin: Je la poserai plus tard, monsieur l'Orateur.